

Contre les changements climatiques — Un débat planétaire



Information sur l'activité

Niveau : senior;

Sujets : géographie humaine, science, politique, éducation interculturelle;

Durée : quelques périodes de classe et du temps de recherche;

Groupe : trois ou quatre, toute la classe;

Endroit : en classe;

Préparation : accès à l'Internet ou à la bibliothèque.



Résumé

Les élèves vont étudier les organismes internationaux et leurs rôles en ce qui concerne les questions d'envergure mondiale. Ensuite, au moyen de jeux de rôles et de débats, ils vont examiner un certain nombre de problèmes qui se posent pour les négociateurs qui essaient de conclure une entente internationale en matière de changements climatiques.



Résultats

- les élèves vont étudier divers organismes internationaux qui s'occupent de questions mondiales;
- ils vont explorer la complexité du traitement des questions mondiales;
- grâce à leurs recherches, aux jeux de rôles et aux débats, ils vont mieux comprendre les divers problèmes des négociateurs qui essaient de conclure des ententes internationales en matière de changements climatiques, y compris :
 - les crédits pour le rôle de piège de carbone des forêts et pour la prévention des feux de forêt;
 - les questions d'équité régionale et mondiale;
 - les questions économiques et politiques.



Renseignements généraux

On a entrepris dernièrement des efforts au niveau international pour lutter contre les changements climatiques. En 1997, les représentants de 160 pays se réunissaient à Kyoto au Japon pour négocier une entente de réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre. En signant le Protocole de Kyoto, 38 pays industrialisés acceptaient de réduire les émissions de six gaz à effet de serre. Les États-Unis, l'Union européenne, le Canada et les autres ont convenu de faire en sorte que leurs émissions en 2012 soient environ cinq pour cent sous le niveau des émissions de 1990.

La sixième conférence internationale sur les changements climatiques, organisée à La Haye en Hollande, avait pour objet d'élaborer un plan directeur de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de compléter l'entente conclue à Kyoto. Les plus de 10 000 délégués présents faisaient face à de grands défis. Il a été déclaré à la fin que les discussions n'avaient pas été fructueuses. Des groupes environnementaux et d'autres ont blâmé les États-Unis, le Canada, le Japon et l'Australie de leur échec. Une autre série de pourparlers est prévue pour mai 2001.

Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné?

« ... l'humanité est en train de se donner pour la première fois un instrument réel de régie mondiale... En agissant ensemble, en construisant cet instrument sans précédent, la première composante d'une vraie régie mondiale, nous travaillons pour le dialogue et la paix. Nous démontrons notre capacité de contrôler notre destin dans un esprit de solidarité, d'organiser notre souveraineté collective sur la planète, notre patrimoine commun. » [Traduction]

— JACQUES CHIRAC, PRÉSIDENT DE LA FRANCE, LA HAYE, NOVEMBRE 2000

Les défis de la négociation d'une entente internationale de cette ampleur sont énormes. Si le passé est garant du présent, les négociateurs de La Haye et ceux qui participeront aux futurs ateliers vont continuer d'être aux prises avec ces questions.

Souveraineté et politique

Les problèmes relatifs aux changements climatiques ne respectent pas les frontières nationales. Chaque nation et ses politiciens possède ses propres priorités et ses propres inquiétudes quant à d'autres gouvernements qui dirigeront leur avenir. Est-ce que le monde peut négocier efficacement avec les riches pays producteurs et consommateurs d'énergie de l'Amérique du Nord et de l'Europe, et les convaincre d'apporter les grands changements économiques et de modifier leur style de vie comme il le faut?

Volonté publique

Le public perçoit-il les changements climatiques comme un problème assez sérieux pour qu'on prenne des mesures? Comment ce problème se situe-t-il par rapport aux autres défis auxquels différents pays font face, comme la guerre et les conflits civils, les disponibilités alimentaires et les droits de la personne? Et même dans les pays qui n'ont pas de tels problèmes, est-ce que les gens sont prêts à faire les changements personnels nécessaires? Qu'est-ce qu'il faudra pour créer ce changement de notre volonté publique?

Un autre son de cloche

L'opinion scientifique et l'opinion publique semblent se rapprocher et la plupart des gens conviennent que les activités humaines influencent considérablement les changements climatiques et que ces derniers posent une grave menace. Beaucoup d'opposants systématiques ont changé d'idée, mais les points de vue ne sont pas encore tous accordés. Dans le numéro de décembre 2000 du magazine Nature, le chercheur canadien Jan Veizer a mis en doute les grandes hypothèses du réchauffement de la planète, affirmant que les gaz à effet de serre ne sont peut-être pas le moteur des changements climatiques, mais qu'ils amplifient simplement le changement causé par d'autres facteurs. Son étude de 500 millions d'années de données géologiques semble également démontrer que les augmentations de CO₂ n'ont pas toujours été accompagnées d'un réchauffement de la planète, mais par une diminution de la température moyenne.

Aspects à considérer

Donner des crédits pour les forêts pièges de carbone

- Le Canada, comme les autres pays riches en forêts, pourrait faire valoir ses vastes terres boisées en contrepois avec ses engagements en matière de réduction des émissions, tandis que les nations sans ressources forestières ou sans le climat pour supporter des forêts ne le pourraient pas.
- Jusqu'ici, les chercheurs ont posé seulement des hypothèses de base quant à la quantité de dioxyde de carbone que les forêts absorbent, où elles l'absorbent et dans quelles conditions.
- Les forêts absorbent probablement moins de carbone lorsqu'elle parviennent à maturité. Est-ce que cela signifie que nous devons classer les forêts comme nouvelles ou vieilles?
- Certains pays voudraient peut-être obtenir des crédits pour tout ce qui est boisé (semis, arbres immatures, arbres rabougris qui poussent dans des conditions inhospitalières). Est-ce que cela serait juste?
- Les entreprises des pays industrialisés aimeraient pouvoir planter des arbres dans les pays en voie de développement et les faire valoir en contrepois avec la quantité d'énergie qu'elles utilisent dans leur pays.
- Le réchauffement de la planète atteint un point où les forêts cessent d'absorber du carbone et commencent à en libérer. Une étude dit que les températures plus chaudes vont accélérer d'ici 50 ans la décomposition de la matière organique du sol des forêts tempérées. Selon ce modèle, à la fin du siècle, les forêts pourraient provoquer une augmentation additionnelle de 2 °C de la température de la planète. Une autre étude parle plutôt d'une augmentation de 5 °C.

Réduire la consommation d'énergie

- Les politiciens ne veulent pas augmenter le prix du pétrole, du gaz ou du charbon, ou offrir moins de gaz. L'augmentation en flèche des prix du gaz à l'automne 2000 a obligé les gouvernements à réagir à l'appel des gens. Le gouvernement américain a puisé dans sa réserve stratégique pour éviter une montée des prix à la pompe.
- Les pays industrialisés qui réparent les sources d'énergie des pays en développement ou qui en développent de nouvelles devraient obtenir des crédits.

Convaincre

- Les politiciens veulent une bonne entente pour leurs intérêts chez eux et ils veulent être réélus.
- La délégation américaine n'a pas fait de cachette de son incapacité de faire accepter un traité fort sur les changements climatiques chez elle.

D'autres crédits possibles :

- pour un aménagement forestier soutenu afin de prévenir les feux de forêt
- pour le recours à d'autres sources d'énergie (solaire, éolienne, nucléaire)
- pour que les terres agricoles soient des pièges de carbone
- pour le recours à des méthodes de travail du sol qui accroissent le carbone entreposé dans le sol sous forme d'humus

En 1987, le Canada et 23 autres nations ont signé le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Ce traité a pour objet de réduire le recours aux destructeurs d'ozone (CFC et halons) et d'empêcher les problèmes environnementaux et de santé à l'échelle mondiale de se transformer en crise.

Le Protocole continue d'être mis à jour et plus de 175 parties ont maintenant mis des mesures en œuvre pour réduire l'émission des destructeurs d'ozone.



1. Divisez la classe en groupes pour faire un projet de recherche.

a) **Demandez à chaque groupe d'étudier** l'un des organismes internationaux suivants :

- Organisation des Nations Unies
- Organisation mondiale du commerce
- Banque mondiale
- UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- Institut international du développement durable
- Réseau international des forêts modèles
- Union mondiale pour la nature

Pour chaque organisme

- décrire l'organisme, son mandat et son champ d'action
- indiquer les pays participants
- expliquer un peu les défis de l'organisme ou ce qui le menace, ses points forts et ses points faibles
- présenter de brefs exemples de succès et d'échecs et, si possible, les raisons

Demandez aux élèves d'indiquer leurs sources afin d'ouvrir la porte à une discussion de la fiabilité et de l'impartialité des sources.

b) **Demandez à chaque groupe de présenter un exposé de 10 minutes** devant toute la classe pour résumer ce qui concerne son organisme. Cela peut durer plus d'une période de classe. Terminez avec une discussion du rôle de ces organismes internationaux dans notre monde moderne, les types de problèmes qu'ils essaient de régler et les défis qu'ils doivent affronter.

2. **Dirigez le débat sur la négociation relative aux changements climatiques.** Divisez les élèves en groupes de travail de trois ou quatre personnes. Confiez à chaque groupe la tâche d'étudier et de faire rapport d'un des rôles de la page 41. Il y aura une personne pour parler dans chaque groupe, mais les autres devraient jouer les rôles clés de conseillers et de chercheurs. Vous pouvez signaler aux élèves que cette façon de procéder est conforme à celle des autres discussions semblables, avec un ministre ou une autre personne en autorité qui parle mais qui puise dans les ressources et l'expertise que les autres lui fournissent. Demandez à un(e) élève d'agir comme modérateur ou modératrice pour faire respecter les temps de parole et les sujets.

Après suffisamment de temps pour faire l'étude, chaque porte-parole aura entre trois et cinq minutes pour présenter un énoncé travaillé de la position de son groupe et une condition exigée avant de signer une entente sur les changements climatiques. Les questions seront permises

quand tous auront parlé. Chaque personne doit s'identifier et indiquer avec qui elle est. Exemple : « Je suis le conseiller de la Ministre de l'Énergie en matière d'énergie nucléaire. » Tout le monde peut poser des questions, qui doivent être claires et brèves.

Si le temps le permet, vous pouvez donner encore trois autres minutes au porte-parole pour préciser ou pour réfuter le propos de quelqu'un d'autre. Si vous décidez de fonctionner ainsi, donnez suffisamment de temps aux groupes pour discuter et aider le porte-parole à présenter les points clés pour soutenir ce qu'il avance.

Ministre de la Forêt d'un pays industrialisé riche en forêt

Votre pays possède beaucoup de forêts mais consomme beaucoup de carburants fossiles. Les forêts sont bien aménagées, il est reconnu qu'elles entreposent du carbone et vous avez un bon programme de prévention des feux de forêt. Vous croyez qu'on devrait reconnaître le rôle important de vos forêts en ce qui concerne les changements climatiques.

Ministre de l'énergie d'un pays en voie de développement

Vous cherchez du soutien financier et politique pour aider votre pays à exploiter l'énergie nucléaire. Ses pour et ses contre sont nombreux, mais l'un des avantages de l'énergie nucléaire est le fait qu'il ne produit pas de CO₂. Vous n'avez pas les ressources pour payer seul et vous croyez, étant donné que c'est bon pour la planète, que les autres pays devraient vous aider

Conseil – Chauffer une maison canadienne pendant un an produit des quantités différentes de CO₂ selon la source d'énergie : le bois (12 tonnes), le pétrole (11 tonnes), le gaz naturel (sept tonnes), l'hydro-électricité et l'énergie nucléaire (aucune tonne).

Politicien d'un pays industrialisé

Votre pays produit du pétrole et consomme beaucoup de carburants fossiles. Des citoyens ont manifesté pour exiger que le prix des combustibles n'augmente pas. Vous aimez bien être politicien et vous voulez être élu encore.

Environnementaliste d'un pays industrialisé

Votre pays contribue beaucoup aux causes des changements climatiques et vous savez que les politiques de votre pays ne conviennent plus du tout. Mais vous savez aussi que si ces discussions sur les changements climatiques échouent complètement, il faudra peut-être des années avant de pouvoir mettre en œuvre un processus semblable.

Économiste d'un pays industrialisé pauvre en forêt

L'économie de votre pays repose sur ses industries consommatrices d'énergie. Vous savez que l'entente vous obligera à continuer de réduire ou de limiter votre consommation d'énergie. Votre pays est densément peuplé et le peu de terre est exploité intensivement pour l'agriculture plutôt que pour la foresterie. Est-ce juste que les autres puissent obtenir du crédit pour leurs forêts et pouvoir ainsi continuer de consommer de l'énergie comme ils le font présentement? Est-ce que cela va rendre leurs industries plus concurrentielles à l'échelle mondiale?

Responsable de l'énergie d'un pays industrialisé

Vous avez la responsabilité de fournir de l'énergie à des millions de personnes et vous le faites en utilisant des sources comme l'hydro-électricité, l'énergie nucléaire et le charbon. Vous savez que les besoins d'énergie vont continuer d'augmenter. Vous aimeriez examiner diverses options y compris des crédits pour la plantation d'arbres chez vous et dans d'autres pays du monde.

Représentante du gouvernement d'un pays en voie de développement

Votre petit pays tropical veut améliorer le bien-être de ses citoyens. Vous convenez que des substances comme les CFC et le bromométhane (utilisé dans l'agriculture) peuvent contribuer au réchauffement de la planète. Mais vous reconnaissez également leur valeur pour vous fournir la réfrigération dont vous avez beaucoup besoin et pour protéger vos réserves alimentaires. Vous trouvez qu'il est très inéquitable que des pays qui ont utilisé ces substances depuis des années vous demandent de vous en abstenir, surtout si vous n'avez pas d'autres solutions.

Représentante agricole d'un pays industrialisé

On a beaucoup discuté au cours de ces pourparlers des crédits pour les forêts pièges de carbone. Mais beaucoup de terres de votre pays sont consacrées à l'agriculture. Le sol riche en humus conserve le carbone, comme certaine méthodes de travail de la terre. Vous croyez qu'il faut trouver une façon de créditer les pays qui font beaucoup d'agriculture, pour le carbone qu'ils conservent.

À la conférence de La Haye, 118 jeunes de 12 à 18 ans de 61 pays ont participé à une conférence de deux jours sur la jeunesse. Ils ont déposé ensuite une déclaration qui disait notamment :

« Nous tous, jeunes et vieux, où que nous soyons, avons la responsabilité de réduire les effets négatifs des changements climatiques. Nous demandons à nos adultes et à nos leaders de cesser les politocalleries et les disputes... Nous connaissons les causes et les solutions des changements climatiques. Il faut cesser de parler et commencer à agir. »